Burundi : les oppositions réunies à Nairobi pour un «Front uni»

RFI, 30-01-2018 Au Burundi, des leaders de l'opposition en exil réunis au sein du Cnared et ceux de l'intérieur du pays se sont retrouvés, samedi et dimanche 28 janvier, à Nairobi, au Kenya. Ils se sont engagés à harmoniser leurs positions notamment contre un référendum constitutionnel qui pourrait permettre au président Pierre Nkurunziza de diriger le pays jusqu'en 2034.

Cette rencontre est une première, depuis le début de la crise qui frappe le pays, en 2015, qui est née de la volonté de Nkurunziza de briguer un troisième mandat qu'il a obtenu la même année. Malgré les pressions internationales et les sanctions européennes, il est bien décidé à aller au bout de son projet de révision constitutionnelle. De l'aveu même de certains participants, il y avait une «urgence». Le président Pierre Nkurunziza compte organiser, d'ici trois mois, un référendum constitutionnel qui devrait, selon l'opposition, enterrer définitivement l'accord de paix, signé en 2000, à Arusha, et qui a ouvert la voie à la fin de la terrible guerre civile qui a fait plus de 300 000 morts, au tournant des années 2000. Ce référendum devrait lui permettre également de diriger le Burundi jusqu'en 2034. Cinq représentants de l'opposition en exil, sous la direction du président du Cnared, Jean Minani, ainsi que cinq autres en provenance de Bujumbura, dirigés par un proche du leader historique des FNL, Agathon Rwaso, se sont donc retrouvés pendant ce week-end, à Nairobi. Ils ont finalement décidé d'enterrer la hache de guerre et de présenter, désormais, un front uni pour faire barrage au référendum projeté, mais aussi pour tenter de ramener le pouvoir burundais à la table des négociations. Leur stratégie ? Harmoniser leurs positions d'ici la fin de la semaine, puis élargir leur alliance, dès février, à un Forum citoyen qui englobe la société civile et les médias en exil. Ils en appellent aussi aux garants de l'Accord de paix d'Arusha, notamment l'ONU, l'Union africaine, l'Afrique du Sud ou encore les pays de la région à pour empêcher au président Nkurunziza de replonger le Burundi dans la guerre civile. «Il s'agit désormais de parler d'une même voix», a déclaré le porte-parole du Cnared, Pancrace Cimpaye. Néanmoins et déjà, des militants d'opposition ne cachent pas leur inquiétude. Des leaders de l'opposition en exil ont dénoncé, à l'avance, un processus de réunification qui les aurait exclus. De quoi faire craindre, à ces militants, une nouvelle guerre des chefs.

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});